



Quel avenir pour les Ecoles rurales

Avezac

Mardi 12 décembre 2017

Cette réunion fait suite au Colloque « Quel avenir pour les écoles rurales ? » organisé par le SNUipp 65 et l'ADECR 65, Colloque qui a eu lieu le mercredi 29 Novembre 2017 à Bernac-Dessus.

Une quarantaine de personnes était présente : instituteurs, maires, Conseillère départementale, élus de communautés des communes, parents d'élèves...

La réunion a débuté avec un mot du maire d'Avezac, puis une présentation générale par David, et la présentation du Power point diffusé à Bernac Dessus sur les données chiffrées du département, le bilan du précédent Protocole 2014-2017, le contenu et les objectifs du Plan d'action pour les écoles rurales proposés par l'IA.

Puis débat avec la salle :

- **Plusieurs parents d'élèves** : Vivre dans un petit village c'est un choix de vie. Importance des écoles rurales pour les familles, choix de la différence. Les parents ont également souligné combien l'école rurale était une école de qualité, où l'enseignement n'avait rien à envier aux écoles de ville. Tous les participants se sont sentis blessés par les propos de l'IA remettant en cause la qualité de cette école de village.

- **M Henri Forgues** : vice-président de la communauté des communes : Il relate la rencontre organisée par l'IEN (inspectrice de l'éducation nationale) avec les représentants de l'intercommunalité. Il indique que Mme l'IEN a dit mots pour mots : « Je dois récupérer 18 postes sur mon secteur et les récupérer en priorité sur des classes uniques... Je dois gagner 18 postes pour les mettre à disposition de Toulouse. » Elle a d'autre part, mis en avant que les élèves « s'en sortaient moins bien dans les petites écoles et que les effectifs baissaient ».

Il souligne que selon lui Mme l'IEN utilise des faux arguments pour accomplir une mission : fermer des classes ajoutant qu'il est issu d'une classe unique et qu'il en est très fier. Selon lui c'est une question globale d'économie sur les services publics et que ces postes à récupérer le sont pour compenser l'explosion de démographique de la population toulousaine. C'est « une absurdité » de continuer dans cette expansion des villes. On axe tout sur les Métropoles. La raison avancée d'améliorer les choses n'est pas la bonne, l'objectif est bien de faire des économies sur les zones rurales.

Il relate aussi l'insistance de l'IEN pour créer des « pôles éducatifs » gérés par les COM COM. Il termine en soulignant que l'IEN a insisté pour que les COM COM récupèrent la compétence école. Selon lui c'est une erreur majeure que les maires laissent cette compétence car ils perdent la main sur leur commune.

- **Elue de la commune de Mauvezin** :

En 2010 dans le RPI CAPVERN/MAUVEZIN/LUTILHOUS se pose un problème de sureffectif sur CAPVERN.



Quel avenir pour les Ecoles rurales

Avezac

Mardi 12 décembre 2017

Au lieu d'agrandir la plus grande école (CAPVERN) les élus décident d'agrandir Mauvezin, la plus petite école. Les communes engagent de grosses dépenses et proposent 2 écoles. Le choix est assumé et cohérent et les familles et les enfants sont très heureux du choix de petites structures adaptées et fonctionnelles. Le RPI fonctionne et les élus ne souhaitent pas y toucher.

-Maire de Labarthe de Neste : malgré une réunion du conseil municipal il a tenu à venir à ce colloque pour apporter tout son soutien aux organisateurs. Il relate que la réouverture de la classe unique de Laborde fut pour lui un bonheur d'élu et de citoyen. Il souligne que lui-même est issu d'une classe unique avec fierté. Il termine en spécifiant qu'il réalisera un compte rendu de son colloque aux membres de son conseil municipal.

Joëlle Abadie : Elue au conseil départemental. Elle indique d'abord que le choix de signer ou pas ce protocole a été compliquée. Elle reconnaît qu'en le signant M Pélieu a cédé à une forme de chantage et qu'elle avait bien entendu la position de M Glavany qui indiquait qu'il ne le signerait pas (je signe - 18 postes/je ne signe pas - 28). Elle indique qu'avant la signature des améliorations ont été apportées au plan action ruralité. Elle explique que les élus du Conseil Départemental ont choisi de signer afin de ne pas être exclus de la table des discussions.

Mme Abadie indique qu'il faut que les communes réfléchissent à une question centrale : les transports ! En effet, l'IA a remarqué que des élèves peuvent parfois prendre 6 fois le transport dans la même journée : garderie dans une école/classe dans une autre école/cantine dans une autre école/ puis retour classe et de nouveau garderie.

Pour résister aux RPI concentrés les élus doivent réfléchir à cette question.

Adjointe de la mairie de Capvern

Elle intervient en soulignant qu'un projet de construction est dans les cartons mais qu'elle a l'impression en lançant ces travaux de participer à la fermeture de petites écoles environnantes et à la disparition du RPI.

Une élue intervient pour indiquer que l'IEN a proposé la construction d'une école entre 2 villages : en effet, après avoir vanté les qualités des écoles de Laborde et d'Esparros, puis avoir demandé aux 2 maires s'il n'était pas possible d'agrandir leur école afin d'absorber l'autre, elle a, devant le refus des 2 élus, avancé l'hypothèse de construire une nouvelle école sur un terrain situé entre les 2 villages !!! Les élus et les parents d'élèves s'indignent du fait que les IEN, sans aucune réflexion ni cohérence, poussent les élus à faire des dépenses injustifiées.



Quel avenir pour les Ecoles rurales

Avezac

Mardi 12 décembre 2017

L' IA indique que les élèves des écoles rurales réussissent moins bien que la moyenne en s'appuyant sur les études de M Champollion. Il s'avère que cela relève de « l'escroquerie intellectuelle ». Les élèves issus de la ruralité ont des résultats sensiblement supérieurs à la moyenne nationale. Par contre ils réalisent après le lycée des études supérieures moins longues.

Un élève issu de la classe unique d'Esparrros obtient mention Tb au bac scientifique. Pression de la famille et des enseignant pour qu'il fasse une prépa. Après réflexion, l'élève passe un BTS agriculture et s'installe agriculteur dans les Baronnies. Difficile à comprendre pour M l'IA et ses IEN zélés à détruire notre tissu rural. La réussite c'est d'abord un choix de vie !

La réunion se termine sur des propositions de modes d'action contre les fermetures de poste :

- Les parents d'élèves et élus des écoles décident de fabriquer des pancartes et de les afficher dans les villages et autour pour SAUVER LEURS ECOLES et prévoient des actions.
- Les élus décident de résister à leur niveau par de l'information et du réseau.
- Le SNUIPP propose de maintenir une relation entre les différents acteurs : informer des actions entreprises, coordonner et continuer les colloques dans les secteurs(le prochain devrait avoir lieu à OUZOUS début janvier), continuer les tournées des écoles.
- Faire une page FACEBOOK. En effet des parents proposent d'élargir la lutte dans le département et plus loin (Toulouse)